

**Intervention à l'UFE**  
**Le 5 décembre 2017 de 17h45 à 18h15**

Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Madame la président de l'UFE,  
Mesdames, Messieurs,

Je souhaite tout d'abord remercier les organisateurs de leur invitation. C'est un honneur pour moi de m'exprimer devant la communauté de l'électricité.

Je souhaite aussi vous féliciter pour votre colloque, pour la tenue remarquable des débats et pour la qualité des intervenants que vous avez su réunir. Vous avez traité aujourd'hui de tous les sujets importants :

- la transition énergétique bien évidemment ;
- la gestion du changement, un sujet absolument majeur, tout juste 2 ans après les accords de Paris où s'est tenue la COP21 ;
- l'intelligence artificielle et la transformation numérique, avec Cédric Villani ;
- le rôle des territoires et la problématique de la décentralisation versus la péréquation ;
- les nouveaux acteurs dans la chaîne de valeur de l'électricité ;
- et enfin, la cybersécurité, là encore un sujet majeur, surtout quand il s'agit de nos réseaux d'électricité ;

Bravo pour ce programme, bravo d'avoir fait le tour des sujets importants. Bravo aussi pour le titre de votre colloque « Bienvenue dans le monde de demain ». C'est à vous qu'il appartient d'éclairer le chemin vers ce monde de demain et c'est ce que vous essayez de faire. Le monde de demain sera décarboné, et il sera électrique, plus électrique qu'aujourd'hui, c'est une

évidence et une certitude. Mais c'est bien la seule que nous pouvons avoir ! Pour le reste, nous savons surtout que le monde énergétique de demain sera très différent de celui d'aujourd'hui, mais guère plus.

Malgré tout, il y a quand même des tendances qui se dessinent. Pour cette raison, j'ai souhaité comme vous le savez renforcer la réflexion de la CRE en ce qui concerne le futur en créant un Comité de prospective. J'ai surtout souhaité que cette réflexion soit partagée, et soit collective. Cette initiative rencontre un large succès, il me semble que ça correspondait à une attente. Le Comité a démarré ses travaux, il est là pour éclairer la CRE, et plus largement pour éclairer le débat public sur ces questions qui sont des enjeux de société.

C'est le thème de ce colloque, je vais donc essayer de vous donner mon sentiment sur ce monde de demain qui se construit très vite. Comme je l'ai dit, la seule chose certaine est qu'il n'y a plus de certitude, donc je vais poser beaucoup de questions, donner peu de réponses, mais quand même exprimer quelques idées auxquelles je crois très fort et que j'aimerais voir partagées.

Avant de commencer, je voudrais déjà dire quelques mots du monde d'aujourd'hui. Le monde électrique d'aujourd'hui n'est pas si mal chez nous : un kWh d'électricité produit en France émet 6 fois moins de CO2 qu'en Allemagne et coûte en gros 2 fois moins cher pour le consommateur domestique. Bravo pour ces résultats que vous, le secteur électrique, avez construit collectivement par vos actions depuis plusieurs décennies. J'ajoute que l'horreur absolue est pour nous une coupure maximum de 3 heures par an alors qu'une large partie de l'humanité espère avoir l'électricité 3 heures par jour.

Lorsqu'on parle du futur, l'enjeu principal, je dirais presque l'enjeu unique, est la question du réchauffement climatique. C'est la responsabilité collective de notre génération d'engager au plus vite le monde, d'engager très vite nos pays, d'engager dès maintenant nos sociétés, sur

une voie permettant de limiter le réchauffement de la planète à 2 degrés au plus. Cet enjeu dépasse et même écrase tous les autres puisqu'il est question de l'avenir de la planète et de la survie de nos sociétés telles que nous les connaissons. Même pour les plus sceptiques, le risque est tel qu'il est absolument évident qu'il faut agir.

Donc il faut agir, mais il faut agir de façon efficace. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous appauvrir par des politiques mal conçues, car la question de la prospérité est bien évidemment essentielle.

De ce point de vue, nous avons depuis quelque temps des bonnes nouvelles qui s'enchaînent :

Première bonne nouvelle, le coût des énergies renouvelables diminue rapidement, et ça va continuer. En Arabie saoudite, au Chili et ailleurs, des projets photovoltaïques sortent à moins de 20 dollars par kilowattheures. L'éolien, terrestre comme offshore, voit aussi ses prix diminuer rapidement, à 40, 50 ou 60 €/MWh et là c'est en Europe chez nos voisins. Demain, on peut s'attendre à ce que ces énergies se développent sans qu'il soit nécessaire de les subventionner.

Deuxième bonne nouvelle pour le climat, il est de plus en plus facile et de moins en moins coûteux de stocker l'électricité, de façon centralisée ou décentralisée. C'est une véritable révolution. Ce qui était impossible ou utopique est en train de prendre forme sous nos yeux. Partout dans le monde, en Inde, en Chine, en Afrique, en Asie, on va donc voir des systèmes électriques reposant de plus en plus sur les énergies renouvelables, et cela va peut-être se réaliser par le simple jeu de l'innovation technologique et des lois de l'économie, au moindre coût pour les citoyens.

En France, il ne faut pas se faire d'illusions, on ne va pas contribuer beaucoup à la baisse des émissions de CO2 avec le système électrique, car on part heureusement de très bas ! Nous émettons 60-70 g de CO2 par kilowattheure produit, l'Allemagne est à 400 g, la Pologne à 600 g, la Chine à 700 g, et l'Inde à 800 g. Chez nous, on va pouvoir arrêter le charbon et le fuel résiduels, diminuer le gaz, mais on part de très bas, donc on va surtout, au fil des ans et à un

rythme à définir, remplacer progressivement du nucléaire par du renouvelable, sans effet sur le climat, mais avec un effet positif majeur sur notre empreinte écologique.

Troisième bonne nouvelle pour le climat : la baisse du coût des batteries va permettre au véhicule électrique de se développer massivement dans les prochaines années et décennies. Et là, dans le secteur du transport, nous avons des gains majeurs à faire chez nous en France : grosso modo, les émissions de CO2 d'un véhicule électrique en France sont divisées par quatre par rapport à un véhicule diesel. Bien sûr, tout n'est pas rose et le véhicule électrique génèrera ses propres problèmes industriels et environnementaux mais c'est une bonne nouvelle pour le climat. Cerise sur le gâteau, les batteries des véhicules électriques pourront demain contribuer à l'équilibrage du réseau et faciliter l'insertion des énergies renouvelables. Ma responsabilité, celle de la CRE, c'est de faire en sorte que le système électrique accueille dans les meilleures conditions le véhicule électrique et s'adapte pour bénéficier de toutes ses potentialités.

Quatrième point majeur que je veux évoquer, le logement et notamment la question de la rénovation thermique. Là il n'y a pas vraiment de bonne nouvelle : ça reste compliqué parce que la rentabilité économique n'est pas là. La plupart du temps, les économies de consommation de gaz ou d'électricité ne couvrent pas le coût des travaux. On ne peut quand même augmenter indéfiniment le prix de l'énergie pour rendre ces opérations rentables ! Dans ce secteur, l'intervention des pouvoirs publics est indispensable, et encore plus quand le problème des passoires thermiques se combine à la précarité énergétique.

Dans tous ces domaines il faut agir et agir de façon efficace. Je salue l'annonce récente par le Ministre de l'énergie du report de l'échéance de 2025 pour passer à 50 % de nucléaire dans notre mix énergétique. Il fallait avoir le courage de le dire pour pouvoir se mettre au travail et établir des trajectoires réalistes et soucieuses des objectifs climatiques.

Le Ministre, m'a-t-il semblé, a dit la seule vérité possible et surtout il a endossé les prévisions de RTE sur la consommation. Et les scénarios du Bilan prévisionnel 2017 de RTE sont

passionnants : pour la première fois ils montrent une tendance de baisse à long terme de la consommation d'électricité, nonobstant l'électrification de nos modes de vie. Ils démontrent aussi qu'il faut accélérer le rythme sur le déploiement du renouvelable : si on continue au rythme actuel de 2 GW installés par an, on n'arrivera même pas à 50% de nucléaire en 2035. Il faut au moins doubler le rythme, passer à 4 ou 5 GW par an. C'est faisable à un moindre coût pour les finances publiques, en faisant des choses simples qui fonctionnent très bien chez nos voisins européens : passer à des appels d'offres pour toutes les filières matures, créer un guichet unique pour l'éolien terrestre, clarifier le régime de responsabilités pour l'éolien offshore et renégocier les contrats en cours pour ceux qui sont obsolètes.

Il faut aussi agir résolument dans les zones non interconnectées, les ZNI, j'y attache la plus haute importance. Malgré tous les efforts déployés, l'électricité là-bas coûte cher à produire, elle émet encore trop de polluants et de CO2. La période actuelle offre des opportunités pour sortir de cette situation. Mais les problèmes sont très complexes : comment et jusqu'où augmenter la proportion d'énergies renouvelables intermittentes tout en préservant la sécurité d'alimentation, comment améliorer la résilience des systèmes face aux événements climatiques majeurs. Ce sont des questions essentielles, comme l'ont montré récemment les événements dramatiques de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Le monde de demain ce n'est pas seulement un mix électrique plus équilibré et plus renouvelable, c'est aussi un monde plus décentralisé et avec des possibilités numériques infinies.

La brique de base, la brique essentielle pour aller vers ce monde de demain, c'est bien entendu le compteur Linky. Ce projet est critiqué, c'est notre sport national en France. Il y a les obscurantistes, prêts à propager n'importe quel mensonge pour s'opposer à tout ce qui représente le progrès, je ne m'y arrêterai pas. Il y a aussi ceux qui trouvent qu'il ne fait pas assez de ceci, pas assez de cela, etc... Il y a aussi ceux qui ont simplement peur.

En réalité, les compteurs communicants sont la pierre angulaire, l'outil indispensable à la transition énergétique. Comment voulez-vous mener la moindre politique de maîtrise de la demande lorsque vous avez seulement 2 relèves par an et que la structure de consommation des 37 millions de clients domestiques et PME n'est même pas mesurable ? Lorsque le gestionnaire de réseau n'a aucune visibilité sur le fonctionnement de son réseau basse tension ? Sans Linky, comment développer une autoconsommation intelligente, utile au système électrique ? Comment imaginer des solutions de stockage décentralisé ? Comment piloter les recharges de véhicules électriques ou exploiter demain le potentiel de flexibilité du « *vehicle to grid* » si on ne peut pas compter l'énergie sur des plages horaires fines ? Comment espérer la moindre innovation sur les services aux consommateurs ?

Je crois au contraire que vous devez être fiers de l'expertise accumulée en la matière. Cette expertise des compteurs intelligents, des services liés à la gestion de données, sont également des gisements importants pour gagner des parts de marché à l'international et pas uniquement dans les pays développés. La CRE peut aussi être présente par ses activités de coopération pour soutenir ses homologues des pays tiers dans la régulation de ces activités.

Le déploiement des compteurs évolués souligne l'importance majeure des réseaux d'électricité dans la transition énergétique. Le rôle des réseaux va changer, les tendances sont déjà connues, même si le rythme d'évolution est incertain :

- la consommation va stagner ou décroître légèrement ;
- la production sera de plus en plus décentralisée et intermittente, les refoulements de la distribution vers le transport vont augmenter ;
- la demande apparente vue du réseau de transport va diminuer sensiblement et fluctuer plus fortement ;
- les interconnexions vont encore se développer pour exploiter les différences de régimes climatiques entre les régions européennes et faire bénéficier les consommateurs du foisonnement de la production ;

- les besoins d'équilibrage du réseau vont augmenter du fait de l'intermittence accrue de la production ;
- pour y faire face, la flexibilité disponible va augmenter et elle sera décentralisée, par agrégation de millions de sources de flexibilité.

Le rôle des réseaux va donc changer, la régulation des réseaux doit changer aussi. Les objectifs restent les mêmes : assurer que les réseaux sont gérés de façon efficace, tant pour les coûts que pour la qualité de service et la sécurité d'approvisionnement. Pour cela, nous avons deux outils majeurs : la régulation incitative, qui vise à assurer que les intérêts des gestionnaires de réseaux sont alignés sur l'intérêt général, et la tarification des réseaux, qui vise à optimiser les coûts des réseaux à long terme en faisant payer à chacun ce qu'il coûte au réseau.

Je pense que ces principes restent valables, mais nous devons réfléchir collectivement aux évolutions pertinentes. Le tarif du réseau, le fameux Turpe, est-il adapté aux évolutions que nous pouvons anticiper ? Les gestionnaires de réseaux reçoivent-ils les bonnes incitations pour s'engager à fond dans la transformation numérique ? Comment inciter les gestionnaires de réseau à faciliter par tous les moyens l'innovation par les fournisseurs et les prestataires de service au bénéfice des consommateurs ? Nous avons 2 ans devant nous pour réfléchir à toutes ces questions. Tout est possible, nous sommes ouverts à toutes les options, nous voulons construire une régulation des réseaux adaptée aux enjeux du futur.

Un de ces enjeux majeurs est la décentralisation, voire l'atomisation, du système électrique. C'est une évolution inéluctable, qu'on l'aime ou pas. S'y opposer serait totalement vain. Et cette tendance a des effets positifs : l'implication plus forte des acteurs locaux, des collectivités, etc... et aussi l'implication plus forte des consommateurs eux-mêmes, qui ont enfin la possibilité de s'occuper de l'énergie qu'ils consomment, de la choisir, de la produire eux-mêmes s'ils le souhaitent. Tout cela va dans le bon sens.

Mais ce mouvement de décentralisation comporte aussi des risques. Sous couvert de modernité, il ne faudrait pas qu'on arrive à un système où certains privilégiés se regrouperaient, voire s'isoleraient des autres, pour payer moins cher leur électricité et ne plus contribuer à la solidarité nationale.

L'élément principal de cette solidarité c'est le réseau. Quel plus bel exemple de solidarité que ce réseau électrique qui bat à la même fréquence dans toute l'Europe, qui permet à tout un chacun de bénéficier de l'ensemble des moyens de production, que vous soyez riche ou pauvre, que votre région soit gâtée par la nature ou pas, que vous soyez à la ville ou à la campagne. En France, le tarif de réseau reflète cette solidarité physique, il est péréqué nationalement, vous payez le même tarif de réseau où que vous soyez sur le territoire national. Alors vous comprenez que je prends mon temps et que je réfléchis à deux fois quand on me demande de faire un micro-Turpe spécial pour les autoconsommateurs. N'est-ce pas une brèche dans la péréquation ? Faut-il vraiment, au nom du soutien aux énergies renouvelables, que ceux qui se regroupent dans les territoires ensoleillés paient moins cher leur accès au réseau ? Je n'ai pas la réponse à ces questions, mais elles méritent un large débat, qui permette d'y voir clair sur toutes les conséquences de nos choix.

Une autre question importante est celle de l'avenir des TRV. La CRE n'a pas de rôle décisionnaire en la matière, je veux juste souligner quelques idées auxquelles je crois :

- 1<sup>ère</sup> idée : il me semble d'abord que ce n'est pas un sujet aussi important qu'on le dit, puisque 100 000 clients par mois quittent les TRV d'électricité. L'existence des TRV n'empêche donc pas la concurrence et l'importance et la qualité des nouveaux entrants sur ce marché est là pour le démontrer ;
- 2<sup>ème</sup> idée : quel que soit l'avenir des TRV, il faudra conserver une protection pour les clients les plus vulnérables ;

- 3<sup>ème</sup> idée : il faut aussi laisser la paix aux gens qui le souhaitent. Si certains n'ont pas envie de s'occuper de leur facture d'électricité, c'est quand même leur droit. Ils peuvent même penser que les TRV d'EDF c'est bien. Ce n'est pas pour autant qu'ils sont de mauvais citoyens;
- 4<sup>ème</sup> idée enfin : il me semble qu'avoir une référence de prix fixée par une autorité indépendante sera toujours utile, même en cas de disparition des TRV. Cela permettra aux clients de s'orienter dans la jungle tarifaire qui s'établira nécessairement en l'absence de référence.

Mais cette question des TRV est d'abord aujourd'hui de nature juridique, puisque des contentieux sont en cours, et surtout politique, puisqu'elle fait partie des sujets de négociation entre la Commission, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne pour le paquet « Energie propre ».

L'Europe était d'ailleurs absente de votre colloque d'aujourd'hui et c'est mon seul regret. Je trouve cela dommage alors que nous construisons tous les jours ce nouveau monde de l'électricité qui recherche l'optimisation du système en reposant sur une solidarité et une confiance transnationales. Il est vrai que l'Europe de l'énergie est parfois un sujet ennuyeux ! La négociation, la validation et la mise en œuvre coordonnée des codes européens de réseau, par exemple, sont des sujets compliqués, longs, et où il faut se battre comme un chien jusqu'à la dernière minute pour préserver nos intérêts au service de quelque chose de plus grand...

C'est important parce qu'à la fin, ce sont des décisions qui s'appliquent. C'est du concret. Nous sommes donc très présents à Bruxelles et à Ljubjana, à l'ACER. Nous travaillons beaucoup sur les codes réseaux, mais aussi sur les interconnexions, qui sont un sujet majeur. D'une part elles coûtent très cher, et donc il faut les choisir de façon intelligente pour qu'elles ne pèsent pas sur la facture des consommateurs. D'autre part elles vont jouer demain un rôle de plus en plus important avec le développement des énergies intermittentes qui vont augmenter les besoins

d'échange et de secours entre pays. Et bien évidemment, nous nous impliquons énormément dans les travaux sur le paquet énergie propre, et je vous invite à faire de même, et je sais que l'UFE le fait aussi de son côté.

En conclusion, je voulais vous dire que la CRE est engagée avec vous dans l'aventure vers le monde de demain. Elle ne craint pas le changement, elle veut l'accompagner, vous aider à l'anticiper, préparer les choses, et favoriser l'innovation. En même temps, ce changement, cette innovation, ne doivent pas détruire un système électrique français qui a de très belles qualités. C'est tout cela l'enjeu qui est le nôtre, qui est le vôtre.

Je vous remercie...